

Comité technique de réseau 24 novembre 2016

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS : QUAND LA DGFIP SE MOQUE DE SES AGENTS !

Le maintenant « traditionnel » CTR de novembre ouvre cette année encore le « bal des suppressions d'emplois 2017 » à la DGFIP !

Sachant la colère des organisations syndicales et le refus de cautionner ce simulacre de dialogue social, la DG en profite pour ajouter d'autres sujets à l'ordre du jour et non des moindres :

- ▶ le budget DGFIP 2017 ;
- ▶ le reclassement des postes comptables ;
- ▶ le transfert des créances et donc de leur recouvrement des services de publicité foncière et des services d'enregistrement au SIE ;
- ▶ la déconcentration des procédures d'agrément ;
- ▶ l'organisation des recettes non fiscales.

Et c'est bien le premier sujet, celui des suppressions d'emplois qui est au cœur du quotidien des services de la DGFIP et qui est à l'origine depuis de nombreuses années de la destruction des services et des missions des finances publiques !

Annoncées à grand renfort de communication par les ministres, la DGFIP se voit attribuer MOINS de suppressions d'emplois que les autres années pour l'éventuelle mise en place du prélèvement à la source...

Il faudrait donc se réjouir de cette moindre saignée...et applaudir des deux mains aux efforts consentis !

Comme toujours les plans de communication gouvernementaux ne sont pas la vie des agents de la DGFIP... 1800 suppressions d'emplois, recrutement de 300 apprentis dont les ministres ont tendance à imaginer qu'ils pourront travailler comme les agents titulaires.

Certes la direction affiche des arrivées massives dans les DIRCOFI.. arrivées d'emplois qui ne sont dues qu'au dépeçage de la DIRCOFI CENTRE et de l'ensemble des directions territoriales. Personne n'a la preuve que ces « transferts » sont effectués à emplois constants.

Il n'y a bien que la Direction Générale et les Ministres pour considérer que malgré tout, on va pouvoir travailler sereinement à la DGFIP. Car partout ce sont bien des collègues en souffrance qui ne peuvent plus effectuer leurs missions et répondre aux besoins des usagers...

Ce jour, l'intersyndicale DGFIP qui boycotte la réunion du CTR du 24 novembre, se réunit pour porter de nouvelles initiatives auprès des collègues pour peser sur les choix et changer notre administration.

Pour la CGT, c'est bien par l'action collective des agents que nous pourrions imposer nos revendications.